

IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4e circonscription des Pyrénées-Atlantiques



LETTRE D'INFORMATION

N°13 · LETTRE DE RENTRÉE

À quelques jours de retrouver les bancs de l'hémicycle, retrouvez notamment dans cette lettre de rentrée le bilan de ma première année de mandature.

L'HEURE DU BILAN

Le 19 juin 2022 vous avez choisi de me faire confiance en m'élisant député de la 4ème circonscription des Pyrénées-Atlantiques avec ma suppléante Cécile Senderain.

Depuis, je mesure chaque jour l'honneur et la responsabilité qui est la mienne de vous représenter à l'Assemblée nationale.

Fidèle à mon engagement d'être un député de terrain, cette première année de mandature a été marquée par des rencontres riches, avec les forces économiques, culturelles, associatives, institutionnelles, avec les maires et conseils municipaux et bien sûr avec vous, habitantes et habitants de ce beau et vaste territoire. En cohérence avec la mission première d'un parlementaire qui est de légiférer, je me suis aussi évertué à être présent et actif à l'Assemblée nationale, que ce soit dans l'hémicycle ou en commissions. Faire vivre cet équilibre, entre présence sur le terrain à vos côtés pour vous écouter et à Paris pour vous représenter, est pour moi essentiel.

La nouvelle configuration de l'Assemblée nationale avec l'absence de majorité rend les débats passionnants, souvent passionnés et permet aux oppositions de faire adopter des amendements ou propositions contre l'avis du gouvernement. Pour autant, je ne peux que regretter et dénoncer l'usage répété du 49.3 et d'autres articles visant à limiter le pouvoir des parlementaires, représentants du peuple.

Avec mes collègues du groupe socialiste comme avec nos partenaires de la NUPES, nous continuons de porter l'ambition d'une politique de justice sociale et climatique en rupture avec une politique gouvernementale trop souvent injuste comme l'illustre la réforme des retraites.

Ces derniers mois ont donc été rythmés par de nombreux travaux menés à Paris comme sur le territoire et les cinq piliers et cinq engagements de notre programme ont toujours guidé mon action. Je me suis notamment impliqué sur les sujets du logement, de l'accès aux soins, de l'agriculture, de l'éducation ou encore de la culture.

Vous pouvez compter sur mon engagement sans faille pour continuer d'œuvrer chaque jour dans l'intérêt de notre territoire et de notre pays.

Vous trouverez dans ce premier bilan un tour d'horizon de mon action et du travail mené. En attendant de le trouver bientôt dans vos boîtes aux lettres, parcourez la version numérique !

Pour le télécharger, cliquez sur le bouton ci-dessous.

TÉLÉCHARGER LE PDF

À quelques jours de retrouver les bancs de l'hémicycle, et en cette période de rentrée, je me suis rendu, en parallèle des journées parlementaires socialistes, sur le campus de Bordeaux pour évoquer la question du logement et de la précarité étudiante.

LOGEMENT ÉTUDIANT

Crise du logement : 95% des étudiants n'ont pas accès à un logement CROUS

Alors que les étudiantes et les étudiants ont repris le chemin de l'université, la rentrée universitaire 2023 se place sous le signe de l'augmentation du coût de la vie et des difficultés d'accès au logement.

Si trouver un logement étudiant n'a jamais été aisé, l'intensité de la crise de l'offre immobilière est inédite, touchant en priorité les populations déjà les plus précaires, comme les jeunes.

Depuis le début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron des promesses avaient été faites, tant sur la construction de logements CROUS, que sur le sujet de la réhabilitation et de la rénovation du parc existant. Malgré les annonces du Plan étudiant 2017, la situation du logement des étudiants ne s'est pas améliorée. Pire, elle se dégrade : écart croissant entre offre et demande de logements notamment du fait de l'insuffisante production de logements étudiants et de l'augmentation des meublés de tourisme (type Airbnb), accroissement des loyers et des charges engendrant la hausse du nombre d'étudiants sans domicile fixe et le renoncement à poursuivre une formation dans les villes trop onéreuses...



Dans le budget d'un étudiant [1], le logement représente près de la moitié des dépenses mensuelles. Les organisations étudiantes alertent tous les ans sur le manque, l'insalubrité, les prix des locations mais aussi sur les arnaques auxquelles cette frange de la population est confrontée.

En parallèle, ils subissent de plein fouet l'inflation et l'augmentation des prix de l'alimentation (+ 25% par rapport à janvier 2022), de l'énergie (+10% au 1er août), des transports.

[1] Enquête du coût de la Rentrée 2023 - FAGE

Certains et certaines choisissent ainsi leur formation non pas en fonction de leurs aspirations mais en fonction de la localisation qui leur permettra d'étudier à moindre frais. D'autres renoncent simplement à poursuivre leurs études, creusant les inégalités d'accès aux études supérieures.

Dans le cadre de la rentrée universitaire, je me suis rendu avec ma collègue députée Fatiha Keloua Hachi et Baptiste Maurin, conseiller métropolitain délégué à la recherche, l'enseignement et la vie étudiante, sur les campus bordelais de Talence et Pessac pour y rencontrer l'Association Territoriale des Etudiants Aquitains (ATENA), une fédération d'associations étudiantes en Défense des intérêts matériels et moraux des étudiants et visiter une épicerie solidaire ; visiter un logement du village 3 qui a bénéficié d'une rénovation pour accueillir des étudiants à partir de la rentrée universitaire 2022-23. Ils se sont également rendus dans l'espace vie du campus comprenant un ensemble de services dédiés (dojo, une salle de fitness, une salle de e-sport, salles d'études, salle de répétition musicale, une cuisine pédagogique ...).

Dans un pays, qui par ses valeurs, devrait ériger l'éducation en priorité nationale, égalité et dignité doivent dicter les actions de politiques publiques. Le logement est un préalable à l'émancipation et à l'égal accès à l'enseignement supérieur.

FRANCE TRAVAIL

L'examen de la réforme France Travail a commencé cette semaine à l'Assemblée.

Stigmatisation des allocataires du RSA, exclusion des plus précaires, réforme inapplicable, coût caché de 10 milliards d'euros par an ...

Nous nous opposerons à cette nouvelle contre-réforme sociale du gouvernement. Face à cette réforme injuste et non financée nous proposons un contre-projet.

CONSULTER NOTRE CONTRE-PROJET

